|  |
| --- |
|  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
|  | |  | | --- | | **Directives sur les audits annuels des subventions du Fonds mondial**  Annexe 3 : Document type de rapport complet de l’auditeur – Audit des états financiers des subventions à des fins spéciales | |  |

OCTOBRE 2019 Genève, Suisse

Mise à jour : avril 2022

Table des matières

[1 INTRODUCTION 4](#_Toc103943295)

[***1.1*** ***Contexte*** 4](#_Toc103943296)

[1.2 **Description du programme** [*spécifique à la subvention, veuillez mettre à jour*] 4](#_Toc103943297)

[2 Résumé 4](#_Toc103943298)

[3 Objectifs et portée de l’audit 5](#_Toc103943299)

[***3.1*** ***Objectifs de l’audit*** 5](#_Toc103943300)

[***3.2*** ***Portée de l’audit*** 6](#_Toc103943301)

[4 Questions clés d’audit 6](#_Toc103943302)

[5. RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DES SUBVENTIONS À DES FINS SPÉCIALES 7](#_Toc103943303)

[*5.1.* *OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (SANS RÉSERVE)* 7](#_Toc103943308)

[*5.2.* *OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (AVEC RÉSERVE)* 10](#_Toc103943309)

[*5.3.* *OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (DÉFAVORABLE)* 13](#_Toc103943310)

[*5.4.* *OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (REFUS D’ÉMETTRE UNE OPINION)* 16](#_Toc103943311)

[6. ÉTATS FINANCIERS DES SUBVENTIONS À DES FINS SPÉCIALES POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ – Lettre d’affirmation 19](#_Toc103943312)

[*Date]*

[*Récipiendaire principal officiel, p. ex. secrétaire principal]*

*[Adresse*]

Ministère de la Santé

BP 30152-00100

Ficticia

Madame, Monsieur,

**AUDIT DE LA SUBVENTION DU FONDS MONDIAL N° FUR-H-MOH POUR LA PÉRIODE [*indiquer la période, p. ex. 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019*]**

Nous avons à présent terminé l’audit de/du [*nom du récipiendaire principal, p. ex. le ministère de la Santé*] de [*pays, p. ex. Ficticia*] et nous sommes heureux de vous présenter notre rapport et les conclusions qu’il contient.

Si vous souhaitez discuter d’un problème soulevé dans le présent rapport, n’hésitez pas à nous contacter.

Veuillez croire à l’assurance de notre haute considération.

Auditeurs ABC

1. **INTRODUCTION**
   1. ***Contexte***

Au cours de la période [*indiquer la période, p. ex. du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018*], [*récipiendaire principal, p. ex. le ministère de la Santé*] a reçu [*p. ex. 10 915 996 dollars US*] de la part du Fonds mondial pour la mise en œuvre de l’accord de subvention.

* 1. **Description du programme** [*spécifique à la subvention, veuillez mettre à jour*]

Le projet vise à contribuer à l’objectif de la stratégie nationale de lutte contre le VIH et le sida qui consiste à contenir la prévalence du VIH au sein des communautés en dessous de 0,3 % ; à réduire la morbidité et la mortalité de l’infection à VIH ; à réduire l’impact du VIH et du sida sur la croissance socioéconomique.

Au cours de la période examinée, le programme a élargi la mise en œuvre de nouvelles approches pour les services de dépistage du VIH, y compris l’autodépistage du VIH, la notification aux partenaires, la décentralisation du dépistage de confirmation aux établissements des districts pour simplifier le diagnostic précoce et le lien avec la prise en charge, particulièrement parmi les membres des populations clés et leurs partenaires.

1. **Résumé**

[*Nom de l’auditeur*] a conclu un accord avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (ci-après, le Fonds mondial) le [p. ex. *1er mars 2018*] prévoyant la réalisation d’un audit financier externe du programme du ministère de la Santé de la/du [*insérer le nom du pays*] soutenu par le Fonds mondial, intitulé « [*insérer le titre*] » pour la période de/du [*p. ex. janvier au 31 décembre 2018*].

Le récipiendaire principal de la subvention est le ministère de la Santé de la/du [*insérer le nom du pays*] qui a conclu des accords avec les sous-récipiendaires [*insérer le nom des sous-récipiendaires*].

Notre audit portait sur les états financiers des subventions à des fins spéciales préparés par le récipiendaire principal pour la subvention de la période de/du [*p. ex. janvier au 31 décembre 2018*]. Les dépenses totales du récipiendaire principal et les dépenses du sous-récipiendaire déclarées par le récipiendaire principal s’élevaient à [*XXX*], comme suit.

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Dépenses**  **USD** |
| **Récipiendaire principal :** [ministère de la Santé *de xxx*] | XXX |
| **Sous-récipiendaires :** |  |
| **Sous-récipiendaire 1** | XXX |
| **Sous-récipiendaire 2** | XXX |
| **Sous-récipiendaire 3** | XXX |
| **Total** | **XXX** |

[Points à traiter dans cette section]

* Aperçu des dépenses et portée de l’audit

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Dépenses**  **[USD/EUR]** | **Portée** | **%** |
| **Récipiendaire principal :** [*nom du récipiendaire principal*] | XXXXX |  |  |
| **Sous-récipiendaires :** |  |  |  |
| **Sous-récipiendaire 1 : [***nom du sous-récipiendaire*] | XXXXX |  |  |
| **Sous-récipiendaire 2 : [***nom du sous-récipiendaire*] | XXXXX |  |  |
| **Total** | **XXXXXX** |  |  |

* Aux fins du présent cadre de référence, l’auditeur doit utiliser le seuil de signification et le degré de confiance de [*XXX*] pour évaluer les erreurs et les anomalies, ou pour déterminer si un constat de non-conformité est significatif, comme défini à la section 8.2 du cadre de référence pour ce portefeuille [à fort impact / essentiel / ciblé].
* Qualité générale des états financiers des subventions à des fins spéciales.
* Corrections relevées et signalées dans le cadre des états financiers des subventions à des fins spéciales.
* Résumé des opinions d’audit.

Nos opinions d’audit sur les états financiers des subventions à des fins spéciales sont comprises dans le présent rapport. En outre, nous avons fait plusieurs constatations d’audit, qui sont résumées dans la lettre de recommandation.

1. **Objectifs et portée de l’audit** 
   1. ***Objectifs de l’audit***

L’objectif global de l’audit était d’effectuer un audit financier de la subvention du Fonds mondial gérée par le/la [*p. ex. ministère de la Santé pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019*], conformément aux directives en matière d’audit. Les objectifs spécifiques étaient les suivants.

* Exprimer une opinion professionnelle indépendante sur les points suivants :

1. les états financiers des subventions à des fins spéciales préparés par les récipiendaires principaux ;
2. la conformité du récipiendaire principal aux dispositions de l’accord de subvention correspondant et aux lois et aux règlements locaux applicables.

* L’objectif de l’audit était aussi de formuler des observations sur le caractère adéquat du cadre de contrôle interne des maîtres d’œuvre et de rendre compte des insuffisances détectées. L’audit porte aussi sur ce qui suit, si nécessaire :

1. les contrôles internes dans l’ensemble, y compris les contrôles informatiques généraux ;
2. les contrôles des agents tiers engagés par le récipiendaire principal ou le Fonds mondial, notamment l’examen du contenu et de l’observance des conditions générales qui régissent leurs activités.
   1. ***Portée de l’audit***

Nous avons adopté les mesures et les procédures d’audit correspondant à la portée de l’audit, suffisantes pour garantir l’atteinte des objectifs de l’audit pour la période du [*p. ex. 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021*]. La taille de l’échantillon a été déterminée selon un seuil d’importance relative de [*X* %] du montant total des dépenses indiquées et en tenant compte de l’analyse de risque effectuée. Nous avons mis en oeuvre la portée de l’audit décrite à la section 7 du cadre de référence des Directives sur les audits annuels des subventions du Fonds mondial.

**Limites de la portée de l’audit (le cas échéant)**

[Le cas échéant, indiquer les limites constatées pendant l’audit. Par exemple : certains bureaux régionaux du ministère de la Santé dans les provinces du Nord ont subi d’importantes inondations au cours de la période d’audit et n’ont ainsi pas pu être échantillonnés pour les visites des lieux. Toutefois, nous pensons que les effets de cette limite de la portée ne sont pas significatifs, car nous avons été en mesure de mettre en œuvre d’autres procédures s’agissant des dépenses effectuées par ces provinces.]

1. **Questions clés d’audit**

Dans le cadre du rapport d’audit complet, nous sommes tenus d’effectuer un rapport sur les questions clés d’audit suivantes :

[Aspects relevés par l’auditeur, le récipiendaire principal ou l’équipe de pays et convenus dans le plan d’audit.]

Secrétariat principal

Ministère de la Santé

BP 30152-00100

Ficticia

1. **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DES SUBVENTIONS À DES FINS SPÉCIALES**


5. 1. ***OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (SANS RÉSERVE)***

**Opinion**

Nous avons réalisé l’audit des états financiers de la subvention [*indiquer le nom de la subvention*] de/du [*nom du récipiendaire principal, par exemple, ministère de la Santé*] pour la période de/du [*indiquer la période, par exemple 1erjanvier 2018 au 31 décembre 2018*] qui comprend [*indiquer les différents états audités*][[1]](#footnote-2). Notre responsabilité est d’exprimer une opinion sur les états financiers de la subvention et sur la conformité du récipiendaire principal aux dispositions de l’accord de subvention, sur la base de notre audit.

A notre avis, les états financiers joints présentent comme il se doit et à tous égards importants les revenus des programmes, les dépenses engagées et le solde de trésorerie [*dans le cas de la comptabilité de trésorerie*] / le solde de fonds [*dans le cas de la comptabilité d’exercice*] – [*choisir le cas qui s’applique*] pour la période courante, conformément à la méthode comptables décrite à la note 2.3.1.

**Fondement de l’opinion**

Nous avons effectué notre audit des états financiers des subventions à des fins spéciales conformément aux *directives du Fonds mondial en matière d’audits annuels*, en faisant des références particulières à l’ISA 800. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section consacrée aux *Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales* de notre rapport. Nous sommes indépendants du [*nom du récipiendaire principal*], conformément au Code de déontologie à l’usage des comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code de l’IESBA). Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités en matière d’éthique dans le respect de ces exigences et du Code de l’IESBA. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable pour fonder notre opinion.

**Observations :** Méthode comptable et restriction d’utilisation et de distribution [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

Nous attirons l’attention sur la note [*indiquer le numéro de la note pertinente*] des états financiers, qui décrit la méthode comptable. Les états financiers sont préparés en vue d’aider [*indiquer le nom du récipiendaire principal*] à se conformer aux dispositions sur la communication de l’information financière de l’accord susmentionné. Par conséquent, il est possible que les états financiers ne soient pas adaptés à d’autres fins. Notre rapport est uniquement destiné à [*indiquer le nom du récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et au Fonds mondial et ne doit pas être distribué à d’autres parties ni être utilisé par d’autres parties. Notre opinion n’est pas modifiée à cet égard.

**Rapport sur d’autres obligations de conformité**

**Conformité avec l’accord de subvention et avec la législation applicable**

À notre avis, les fonds de subvention [ont/n’ont pas] été utilisés comme il se doit et à tous égards importants conformément aux dispositions de l’accord de subvention, y compris le budget approuvé et le plan de travail et tout autre amendement contenu dans les lettres de mise en œuvre, et aux lois et règlements locaux applicables.

**Examen des coûts indirects/répartition des coûts communs [*fournir si pertinent à la subvention*]**

[*indiquer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial aux taux provisoires suivants.

|  |  |
| --- | --- |
| ***Taux*** | ***Base*** |
| *2 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendaires* |
| *7 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendairesautres que les produits de santé* |
|  |  |
|  |  |

[*indiquer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial au taux provisoire de [5 %].

La base de distribution est calculée selon la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

[*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire ont imputé des coûts communs à la subvention du Fonds mondial pour la période [*p. ex. 1erjanvier 2021 au 31 décembre 2021*] d’un montant total de [XXXX dollars US], calculé au moyen de la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

**Autres informations** [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

**Responsabilités de la direction s’agissant des états financiers des programmes de la subvention**

La préparation des états financiers de la subvention relève de la responsabilité de la direction de [*nom de l’entité, p. ex. ministère de la Santé*]. La direction a la responsabilité de préparer les états financiers conformément aux obligations d’information financière de la section [*indiquer la section pertinente*] de l’accord ainsi que de mettre en place les contrôles internes que la direction juge nécessaires à l’établissement d’états financiers consolidés ne comportant pas d’anomalies significatives, qu’elles soient le résultat de fraudes ou d’erreurs.

**Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales**

Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers des subventions à des fins spéciales pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives, qu’elles soient le résultat de fraudes ou d’erreurs, et de produire un rapport d’audit contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, mais elle n’est pas une garantie qu’un audit réalisé conformément aux ISA permettra de déceler systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent être le résultat de fraudes ou d’erreurs. Elles sont considérées comme significatives quand il est raisonnable de penser qu’elles peuvent, isolément ou globalement, influencer les décisions économiques prises sur la base des états financiers des programmes de la subvention. Un audit inclut l’examen, sur la base d’un test, des éléments probants qui étayent les montants et les informations présentés dans les états financiers des subventions à des fins spéciales. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes effectuées par la direction, ainsi que l’évaluation de la présentation générale des états financiers.

Conformément aux audits conduits selon les ISA, nous exerçons notre jugement tout en conservant notre esprit critique.

Conformément aux directives du Fonds mondial en matière d’audit annuel, nous avons également publié nos rapports sur nos observations concernant les contrôles internes de/du [*récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et nos tests de sa conformité avec l’accord de subvention, les lois et la législation pertinentes. Ces rapports font partie intégrante d’un audit réalisé conformément aux directives et devraient être lus conjointement avec ce rapport des auditeurs indépendants en prenant en considération les résultats de notre audit.

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Associés ABC]**

**[Date du rapport d’audit, p. ex. 20 avril 2019]**

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Ficticia]**

* 1. ***OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (AVEC RÉSERVE)***

**Opinion**

Nous avons réalisé l’audit des états financiers de la subvention [*indiquer le nom de la subvention*] de [*nom du récipiendaire principal, par exemple ministère de la Santé*] pour la période du [*indiquer la période, par exemple 1erjanvier 2018 au 31 décembre 2018*] qui comprend [*indiquer les différents états audités*][[2]](#footnote-3). Notre responsabilité est d’exprimer une opinion sur les états financiers de la subvention sur la base de notre audit.

A notre avis, à l’exception des éventuels points relevés dans le paragraphe *Base de l’opinion avec réserve* ci-dessous, les états financiers joints présentent comme il se doit et à tous égards importants les revenus du programme, les dépenses engagées et le solde de trésorerie [*dans le cas de la comptabilité de trésorerie*] / le solde des fonds [*dans le cas de la comptabilité d’exercice*] – [*choisir le cas qui s’applique*] pour la période de communication de l’information, conformément aux dispositions de l’accord de subvention du Fonds mondial et à la méthode comptables décrite à la note [*XXXX* – *indiquer la note correspondante*].

*Cas spécifiques de coûts irrecevables*

*Nous sommes d’avis que, à l’exception des coûts irrecevables décrits dans le paragraphe sur la base de l’opinion, les états financiers présentent comme il se doit et à tous égards importants les revenus du programme, les dépenses engagées et la position de trésorerie pour la période de communication de l’information, conformément aux dispositions de l’accord de subvention du Fonds mondial et à la méthode comptable décrite à la note [XXXX, ajouter la note correspondante].*

**Base de l’opinion avec réserve**

Nous avons effectué notre audit des états financiers des subventions à des fins spéciales conformément aux *directives du Fonds mondial en matière d’audits annuels*, en faisant des références particulières à l’ISA 800. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section consacrée aux *Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales* de notre rapport. Nous sommes indépendants de/du [*nom du récipiendaire principal*], conformément au Code de déontologie à l’usage des comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code de l’IESBA). Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités conformément à ces exigences et au Code de l’IESBA. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable pour fonder notre opinion.

[Exemple : Les coûts du récipiendaire principal incluaient un montant de xxx dollars US qui ont servi à rénover 13 établissements de santé (voir nos conclusions telles qu’établies à la section x, *Résumé des conclusions,* dans notre rapport détaillant les faiblesses majeures relevées par l’audit). Le récipiendaire principal ne dispose pas d’approbation pour cette dépense qui n’était pas une activité du programme à l’origine. Sur cette base et selon nous, ce montant devrait être remboursé au Fonds mondial.]

Dans le cas où des coûts irrecevables ont été relevés, ajouter le texte *ci-après [à modifier en conséquence]*

*Les résultats de nos tests ont révélé d’importants coûts remis en cause, comme détaillé dans les états financiers des subventions à des fins spéciales :*

*1) la somme de XXXX dollars US constitue des coûts explicitement remis en cause, car cette dépense n’est pas liée au programme, n’est pas raisonnable ou est interdite selon les accords ;*

*2) la somme de XXXX dollars US constitue des dépenses qui ne sont pas étayées par une documentation adéquate ou qui ne disposaient pas des approbations ou autorisations préalables requises.*

*Ces coûts irrecevables sont détaillés à la section 2.3.6 du présent rapport.*

**Observations :** Méthode comptable et restriction d’utilisation et de distribution [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

Nous attirons l’attention sur la note [*indiquer le numéro de la note pertinente*] des états financiers, qui décrit la méthode comptable. Les états financiers sont préparés en vue d’aider [*indiquer le nom du récipiendaire principal*] à se conformer aux dispositions sur la communication de l’information financière de l’accord susmentionné. Par conséquent, il est possible que les états financiers ne soient pas adaptés à d’autres fins. Notre rapport est uniquement destiné à [*indiquer le nom du récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et au Fonds mondial et ne doit pas être distribué à d’autres parties ni être utilisé par d’autres parties. Notre opinion n’est pas modifiée à cet égard.

**Rapport sur d’autres obligations de conformité**

**Conformité avec l’accord de subvention et avec la législation applicable**

À notre avis, les fonds de subvention [ont/n’ont pas] été utilisés comme il se doit et à tous égards importants conformément aux dispositions de l’accord de subvention, y compris le budget approuvé et le plan de travail et tout autre amendement contenu dans les lettres de mise en œuvre, et aux lois et règlements locaux applicables.

**Examen des coûts indirects/répartition des coûts communs [*fournir si pertinent à la subvention*]**

[*indiquer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial aux taux provisoires suivants.

|  |  |
| --- | --- |
| ***Taux*** | ***Base*** |
| *2 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendaires* |
| *7 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendairesautres que les produits de santé* |
|  |  |
|  |  |

[*indiquer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial au taux provisoire de [5 %].

La base de distribution est calculée selon la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

[*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire ont imputé des coûts communs à la subvention du Fonds mondial pour la période [*p. ex. 1erjanvier 2021 au 31 décembre 2021*] d’un montant total de [XXXX dollars US], calculé au moyen de la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

**Autres informations** [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

**Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales**

Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers des programmes de la subvention pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives, qu’elles soient le résultat de fraudes ou d’erreurs, et de produire un rapport d’audit contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, mais elle n’est pas une garantie qu’un audit réalisé conformément aux ISA permettra de déceler systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent être le résultat de fraudes ou d’erreurs. Elles sont considérées comme significatives quand il est raisonnable de penser qu’elles peuvent, isolément ou globalement, influencer les décisions économiques prises sur la base des états financiers des programmes de la subvention. Un audit inclut l’examen, sur la base d’un test, des éléments probants qui étayent les montants et les informations présentés dans les états financiers des subventions à des fins spéciales. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes effectuées par la direction, ainsi que l’évaluation de la présentation générale des états financiers.

Conformément aux audits conduits selon les ISA, nous exerçons notre jugement tout en conservant notre esprit critique.

Conformément aux directives du Fonds mondial en matière d’audit annuel, nous avons également publié nos rapports sur nos observations concernant les contrôles internes de/du [*récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et nos tests de sa conformité avec l’accord de subvention, les lois et la législation pertinentes. Ces rapports font partie intégrante d’un audit réalisé conformément aux directives et devraient être lus conjointement avec ce rapport des auditeurs indépendants en prenant en considération les résultats de notre audit.

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Associés ABC]**

**[Date du rapport d’audit, p. ex. 20 avril 2019]**

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Ficticia]**

* 1. ***OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (DÉFAVORABLE)***

**Opinion**

Nous avons réalisé l’audit des états financiers de la subvention [*indiquer le nom de la subvention*] de/du [*nom du récipiendaire principal, par exemple, ministère de la Santé*] pour la période de/du [*indiquer la période, par exemple 1erjanvier 2018 au 31 décembre 2018*] qui comprend [*indiquer les différents états audités*][[3]](#footnote-4). Notre responsabilité est d’exprimer une opinion sur les états financiers de la subvention sur la base de notre audit.

A notre avis, en raison de la nature fondamentale des points soulevés dans le paragraphe *Base de l’opinion défavorable* ci-dessous, les états financiers de la subvention ne présentent pas comme il se doit et à tous égards importants les revenus du programme, les dépenses engagées et le solde de trésorerie [*dans le cas de la comptabilité de trésorerie*] / le solde des fonds [*dans le cas de la comptabilité d’exercice*] – [*choisir le cas qui s’applique*] pour la période de communication de l’information, conformément aux dispositions de l’accord de subvention du Fonds mondial et à la méthode comptables décrite à la note 2.3.1.

**Base de l’opinion défavorable**

Nous avons effectué notre audit des états financiers des subventions à des fins spéciales conformément aux *directives du Fonds mondial en matière d’audits annuels*, en faisant des références particulières à l’ISA 800. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section consacrée aux *Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales* de notre rapport. Nous sommes indépendants de/du [*nom du récipiendaire principal*], conformément au Code de déontologie à l’usage des comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code de l’IESBA). Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités conformément à ces exigences et au Code de l’IESBA. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable pour fonder notre opinion.

[Exemple : Nous transmettons nos constatations telles qu’établies à la section xxx (Résumé des conclusions) de notre lettre de recommandation détaillant les achats importants pour lesquels les procédures n’ont pas été suivies. Puisque 80 % du programme est lié à l’achat de produits de santé, nous estimons que ces faiblesses fondamentales dans le système de contrôle interne pourraient entraîner un risque important pour la réalisation des objectifs du programme].

Nous n’avons pas été en mesure d’obtenir suffisamment de données d’audit pertinentes sur *[décrire le problème]*, car *[décrire les raisons/le contexte]*. Nous considérons que les conséquences de ces anomalies sont à la fois importantes et omniprésentes dans le contexte de notre audit.

**Observations :** Méthode comptable et restriction d’utilisation et de distribution [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

Nous attirons l’attention sur la note [*ajouter le numéro de la note pertinente*] des états financiers, qui décrit la méthode comptable. Les états financiers sont préparés en vue d’aider [*indiquer le nom du récipiendaire principal*] à se conformer aux dispositions sur la communication de l’information financière de l’accord susmentionné. Par conséquent, il est possible que les états financiers ne soient pas adaptés à d’autres fins. Notre rapport est uniquement destiné à [*indiquer le nom du récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et au Fonds mondial et ne doit pas être distribué à d’autres parties ni être utilisé par d’autres parties. Notre opinion n’est pas modifiée à cet égard.

**Rapport sur d’autres obligations de conformité**

**Conformité avec l’accord de subvention et avec la législation applicable**

À notre avis, les fonds de subvention [ont/n’ont pas] été utilisés comme il se doit et à tous égards importants conformément aux dispositions de l’accord de subvention, y compris le budget approuvé et le plan de travail et tout autre amendement contenu dans les lettres de mise en œuvre, et aux lois et règlements locaux applicables.

**Examen des coûts indirects/répartition des coûts communs [*fournir si pertinent à la subvention*]**

[*indiquer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial aux taux provisoires suivants.

|  |  |
| --- | --- |
| ***Taux*** | ***Base*** |
| *2 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendaires* |
| *7 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendairesautres que les produits de santé* |
|  |  |
|  |  |

[*indiquer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial au taux provisoire de [5 %].

La base de distribution est calculée selon la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

[*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire ont imputé des coûts communs à la subvention du Fonds mondial pour la période [*p. ex. 1erjanvier 2021 au 31 décembre 2021*] d’un montant total de [XXXX dollars US], calculé au moyen de la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant irrecevable de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

**Autres informations** [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

**Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers**

Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers des programmes de la subvention pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives, qu’elles soient le résultat de fraudes ou d’erreurs, et de produire un rapport d’audit contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, mais elle n’est pas une garantie qu’un audit réalisé conformément aux ISA permettra de déceler systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent être le résultat de fraudes ou d’erreurs. Elles sont considérées comme significatives quand il est raisonnable de penser qu’elles peuvent, isolément ou globalement, influencer les décisions économiques prises sur la base des états financiers des programmes de la subvention. Un audit inclut l’examen, sur la base d’un test, des éléments probants qui étayent les montants et les informations présentés dans les états financiers des subventions à des fins spéciales. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes effectuées par la direction, ainsi que l’évaluation de la présentation générale des états financiers.

Conformément aux audits conduits selon les ISA, nous exerçons notre jugement tout en conservant notre esprit critique.

Conformément aux directives du Fonds mondial en matière d’audit annuel, nous avons également publié nos rapports sur nos observations concernant les contrôles internes de/du [*récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et nos tests de sa conformité avec l’accord de subvention, les lois et la législation pertinentes. Ces rapports font partie intégrante d’un audit réalisé conformément aux directives et devraient être lus conjointement avec ce rapport des auditeurs indépendants en prenant en considération les résultats de notre audit.

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Associés ABC]**

**[Date du rapport d’audit, p. ex. 20 avril 2019]**

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Ficticia]**

* 1. ***OPINION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (REFUS D’ÉMETTRE UNE OPINION)***

**Opinion**

Nous avons réalisé l’audit des états financiers de la subvention [*indiquer le nom de la subvention*] de/du [*nom du récipiendaire principal, par exemple, ministère de la Santé*] pour la période de/du [*indiquer la période, par exemple 1erjanvier 2018 au 31 décembre 2018*] qui comprend [*indiquer les différents états audités*][[4]](#footnote-5). Notre responsabilité est d’exprimer une opinion sur les états financiers de la subvention sur la base de notre audit.

En raison de l’importance des faiblesses évoquées au paragraphe *Bases du refus d’émettre une opinion* ci-dessous, nous n’avons pas été en mesure d’obtenir des informations suffisantes et appropriées pour fonder une opinion d’audit. Par conséquent, nous n’exprimons aucune opinion sur les états financiers de la subvention.

**Base du refus d’émettre une opinion**

Nous avons effectué notre audit des états financiers des subventions à des fins spéciales conformément aux *directives du Fonds mondial en matière d’audits annuels*, en faisant des références particulières à l’ISA 800. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section consacrée aux *Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers des subventions à des fins spéciales* de notre rapport. Nous sommes indépendants de/du [*nom du récipiendaire principal*], conformément au Code de déontologie à l’usage des comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code de l’IESBA). Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités conformément à ces exigences et au Code de l’IESBA. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable pour fonder notre opinion.

[Exemple : Les données d’audit à notre disposition étaient limitées, car nous n’avons pas été en mesure de vérifier les dépenses du programme pour un montant de [*xxx*] ni d’envoyer de lettres de confirmation aux banques pour la somme de [*xxx*] en raison des restrictions que la direction du récipiendaire principal a imposées à la portée de notre travail. Dès lors, nous n’avons pas été en mesure d’obtenir suffisamment de données d’audit appropriées concernant à la fois les dépenses du programme et les soldes de trésorerie du récipiendaire principal et des sous-récipiendaires.]

**Observations :** Méthode comptable et restriction d’utilisation et de distribution [*ajouter un paragraphe si nécessaire*]

Nous attirons l’attention sur la note [*ajouter le numéro de la note pertinente*] des états financiers, qui décrit la méthode comptable. Les états financiers sont préparés en vue d’aider [*indiquer le nom du récipiendaire principal*] à se conformer aux dispositions sur la communication de l’information financière de l’accord susmentionné. Par conséquent, il est possible que les états financiers ne soient pas adaptés à d’autres fins. Notre rapport est uniquement destiné à [*indiquer le nom du récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et au Fonds mondial et ne doit pas être distribué à d’autres parties ni être utilisé par d’autres parties. Notre opinion n’est pas modifiée à cet égard.

**Rapport sur d’autres obligations de conformité**

**Conformité avec l’accord de subvention et avec la législation applicable**

À notre avis, les fonds de subvention [ont/n’ont pas] été utilisés comme il se doit et à tous égards importants conformément aux dispositions de l’accord de subvention, y compris le budget approuvé et le plan de travail et tout autre amendement contenu dans les lettres de mise en œuvre, et aux lois et règlements locaux applicables.

**Examen** **des coûts indirects/répartition des coûts communs [fournir si pertinent à la subvention]**

[*indiquer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial aux taux provisoires suivants.

|  |  |
| --- | --- |
| ***Taux*** | ***Base*** |
| *2 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendaires* |
| *7 %* | *Dépenses engagées par les sous-récipiendairesautres que les produits de santé* |
|  |  |
|  |  |

[*indiquer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, est autorisé à imputer des coûts indirects à la subvention du Fonds mondial au taux provisoire de [5 %].

La base de distribution est calculée selon la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant injustifié de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

[*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire ont imputé des coûts communs à la subvention du Fonds mondial pour la période [*p. ex. 1erjanvier 2021 au 31 décembre 2021*] d’un montant total de [XXXX dollars US], calculé au moyen de la grille de calcul du taux des coûts indirects (voir l’annexe 3). [Sur la base de notre examen, rien ne nous porte à croire que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal, et [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire, n’ont pas présenté comme il se doit la grille de calcul du taux des coûts indirects]. Ou [À la lumière de notre examen, nous avons observé que [*insérer le nom du récipiendaire principal*], le récipiendaire principal (ou [*insérer le nom du sous-récipiendaire*], le sous-récipiendaire), a déclaré un montant irrecevable de [XXXX dollars US] détaillé dans notre lettre de recommandation].

**Autres informations** *[ajouter un paragraphe si nécessaire]*

**Responsabilités des auditeurs en matière d’audit des états financiers**

Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers des programmes de la subvention pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives, qu’elles soient le résultat de fraudes ou d’erreurs, et de produire un rapport d’audit contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, mais elle n’est pas une garantie qu’un audit réalisé conformément aux ISA permettra de déceler systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent être le résultat de fraudes ou d’erreurs. Elles sont considérées comme significatives quand il est raisonnable de penser qu’elles peuvent, isolément ou globalement, influencer les décisions économiques prises sur la base des états financiers des programmes de la subvention. Un audit inclut l’examen, sur la base d’un test, des éléments probants qui étayent les montants et les informations présentés dans les états financiers des subventions à des fins spéciales. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes effectuées par la direction, ainsi que l’évaluation de la présentation générale des états financiers.

Conformément aux audits conduits selon les ISA, nous exerçons notre jugement tout en conservant notre esprit critique.

Conformément aux directives du Fonds mondial en matière d’audit annuel, nous avons également publié nos rapports sur nos observations concernant les contrôles internes de/du [*récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] et nos tests de sa conformité avec l’accord de subvention, les lois et la législation pertinentes. Ces rapports font partie intégrante d’un audit réalisé conformément aux directives et devraient être lus conjointement avec ce rapport des auditeurs indépendants en prenant en considération les résultats de notre audit.

Le présent rapport est fourni au ministère de la Santé et au Fonds mondial à titre d’information.

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Associés ABC]**

**[Date du rapport d’audit, p. ex. 20 avril 2019]**

**[Nom de l’auditeur, p. ex. Ficticia]**

1. **ÉTATS FINANCIERS DES SUBVENTIONS À DES FINS SPÉCIALES POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ –** **Lettre d’affirmation**

(En-tête de l’entité)

(Destinataire : auditeur) (Date)

La présente lettre de déclaration vous est remise dans le cadre de votre audit des états financiers des subventions à des fins spéciales préparés par [*nom du récipiendaire principal, p. ex. ministère de la Santé*] pour l’exercice clôturé le [*31 décembre 20XX*], aux fins d’expression d’une opinion d’audit sur la conformité de ces états financiers à l’accord de subvention et à la méthode comptable décrite dans la note [X] des états financiers.

Nous attestons de ce qui suit (à notre connaissance et en toute bonne foi, ayant mené les enquêtes jugées nécessaires pour obtenir les informations adaptées).

*États financiers*

* Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités, comme décrit dans le mandat de la mission d’audit datant du [*insérer la date*], pour la préparation des états financiers conformément à l’accord de subvention du Fonds mondial et à la méthode comptable décrite à la note [X]. En particulier, les états financiers sont présentés comme il se doit (ou donnent une image fidèle et sincère) dans le respect de cet accord et de ces méthodes.
* Nos hypothèses importantes lors de la réalisation d’estimations comptables, y compris celles évaluées à leur juste valeur, sont raisonnables.
* Tous les événements ultérieurs à la date des états financiers et pour lesquels l’accord de subvention du Fonds mondial et la conformité à la méthode comptable décrite à la note [X] requièrent des ajustements ou une déclaration ont été ajustés ou communiqués.
* L’audit n’a relevé aucune erreur non ajustée concernant la dernière période auditée.
* [*S’il y a des sous-récipiendaires*] : Tous les fonds reçus par tout sous-récipiendaire (y compris les décaissements faits par le récipiendaire principal au nom d’un sous-récipiendaire) sont déclarés dans le relevé des avances aux sous-récipiendaires.
* Tous les actifs immobiliers achetés avec les fonds de subvention du Fonds mondial (y compris ceux achetés par les sous-récipiendaires) sont inclus dans le registre des immobilisations joint aux états financiers.
* [*Toute autre question que l’auditeur peut envisager*.]

*Non-conformité aux lois et aux règlements, y compris la fraude*

* Nous reconnaissons que nous avons la responsabilité de vérifier que les entités chargées de la mise en œuvre mènent leurs activités dans le respect des lois et des règlements et de l’accord de subvention, ainsi que de relever et de déclarer toute non-conformité, y compris la fraude.
* Nous reconnaissons que nous avons la responsabilité de la conception, de l’application et du maintien de contrôles internes de prévention et de détection de la fraude.
* Nous vous avons communiqué les résultats de notre évaluation des risques d’erreur importante découlant d’une fraude dans les états financiers.
* [*Si la direction a eu connaissance de l’occurrence d’une non-conformité aux lois et aux règlements, ou d’allégations à leur effet*] : Nous vous avons communiqué, et fourni l’accès complet, à l’information et à toute enquête interne en lien avec toute occurrence de non-conformité avérée ou suspectée, y compris la fraude, aux lois et aux règlements dont nous avons eu connaissance et impliquant potentiellement les entités chargées de la mise en œuvre (quelle qu’en soit la source ou la forme, y compris des allégations par des « lanceurs d’alerte »), y compris les cas de non-conformité :
  + impliquant des irrégularités financières ;
  + relatifs aux lois et aux règlements qui ont un effet direct sur la détermination de montants importants et d’informations à fournir dans les états financiers ;
  + liés aux lois et aux règlements qui ont un effet indirect sur les montants et les informations à fournir dans les états financiers, mais dont le respect peut être fondamental pour les activités des entités chargées de la mise en œuvre, leur capacité à poursuivre ces activités ou pour éviter des pénalités importantes ;
  + impliquant la direction ou les employés qui jouent un rôle important dans les contrôles internes, ou d’autres intervenants ;
  + relatifs à toute allégation de fraude, de fraude présumée ou autre non-respect des lois et des règlements communiqué par un employé, un ancien employé, un analyste, un organisme de réglementation ou autre.
* [*Si la direction n’a pas eu connaissance de l’occurrence d’une non-conformité aux lois et aux règlements, ou d’allégations à leur effet*] : Nous n’avons relevé aucune occurrence de non-conformité avérée ou suspectée, y compris la fraude, aux lois et aux règlements impliquant potentiellement les entités chargées de la mise en œuvre (quelle qu’en soit la source ou la forme, y compris des allégations par des « lanceurs d’alerte »), y compris les cas de non-conformité :
  + impliquant des irrégularités financières ;
  + relatifs aux lois et aux règlements qui ont un effet direct sur la détermination de montants importants et d’informations à fournir dans les états financiers ;
  + liés aux lois et aux règlements qui ont un effet indirect sur les montants et les informations à fournir dans les états financiers, mais dont le respect peut être fondamental pour les activités des entités chargées de la mise en œuvre, leur capacité à poursuivre ces activités ou pour éviter des pénalités importantes ;
  + impliquant la direction ou les employés qui jouent un rôle important dans les contrôles internes, ou d’autres intervenants ;
  + relatifs à toute allégation de fraude, de fraude présumée ou autre non-respect des lois et des règlements communiquée par un employé, un ancien employé, un analyste, un organisme de réglementation ou autre.

Information fournie

* Nous avons donné :
  + un accès à toutes les informations dont nous avons connaissance, qui sont pertinentes pour la préparation des états financiers, comme les rapports, les documents et autres ;
  + les informations financières que vous nous avez demandées aux fins de l’audit ;
  + un accès illimité au personnel de l’entité auprès duquel vous avez jugé nécessaire de demander des informations aux fins de l’audit.
* Toutes les transactions ont été enregistrées dans les registres comptables et sont transcrites dans les états financiers.
* Nous vous avons transmis toutes les informations liées à la fraude ou à la fraude suspectée dont nous avons connaissance et qui ont un impact sur l’entité.
* Nous vous avons transmis tous les cas avérés ou suspectés de non-respect de la loi et des réglementations dont les conséquences devraient être étudiées lors de l’élaboration des états financiers.
* Nous vous avons communiqué, et les entités chargées de la mise en œuvre ont respecté, tous les aspects des accords contractuels susceptibles d’avoir un effet significatif sur les états financiers en cas de non-respect.
* Tous les éléments de passif et les imprévus, qu’ils soient écrits ou oraux, vous ont été communiqués et sont dûment reflétés dans les états financiers.
* [Toute autre question que l’auditeur peut envisager nécessaire (voir paragraphe A11 de l’ISA).]

Les états financiers des subventions à des fins spéciales ont été élaborés par la direction du/de [*insérer le nom complet du récipiendaire principal*]et signés en son nom le [*insérer la date*], par :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Secrétariat principal, ministère de la Santé Comptabilité générale, ministère de la Santé

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Direction, Commission nationale de lutte contre le sida

**Annexe 1**

**Aperçu de la gestion du budget de la subvention**

*Orientation : évaluation par l’auditeur de la conformité et de la mise en œuvre du budget approuvé de la subvention du Fonds mondial, des importants écarts, des reclassifications budgétaires importantes et des budgets supplémentaires reçus pendant la période de rapport.*

**Annexe 2**

**Position financière clé**

*Orientation : pour chaque situation importante des états financiers, l’auditeur doit fournir un aperçu d’au moins une page des éléments clés suivants.*

*[P. ex. : revenu (subventions du Fonds mondial, solde de trésorerie, solde du fonds, avances, engagements)]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration d’audit  *Pourquoi cette situation financière est-elle considérée comme essentielle* | Travail réalisé | Procédures de contrôle clés suivies | Jugement de l’auditeur sur l’évaluation par la direction des risques et des mesures d’atténuation des risques essentielles |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Annexe 3**

**Examen du taux des coûts indirects/Répartition des coûts communs**

1. **Taux des coûts indirects**

Le taux des coûts indirects est calculé à partir du montant total des transactions effectuées par […].

1. **Répartition des coûts communs**

La partie des coûts communs imputée au Fonds mondial est détaillée comme suit :

1. Préciser le titre de chaque déclaration constituant les états financiers [↑](#footnote-ref-2)
2. Préciser le titre de chaque déclaration constituant les états financiers [↑](#footnote-ref-3)
3. Préciser le titre de chaque déclaration constituant les états financiers [↑](#footnote-ref-4)
4. Préciser le titre de chaque déclaration constituant les états financiers [↑](#footnote-ref-5)